


Informations de base	
2025/0239(COD) COD - Procédure législative ordinaire (ex-procedure codécision) Règlement	En attente de la décision de la commission parlementaire
Fonds social européen 2028–2034 Subject 4.10.15 Fonds social européen (FSE), Fonds européen d'aide aux plus démunis (FEAD) Priorités législatives Déclaration commune 2026	

Acteurs principaux			
Parlement européen	Commission au fond		Rapporteur(e)
			Date de nomination
	EMPL	Emploi et affaires sociales	CASA David (EPP)
			MAIJ Marit (S&D)
			Rapporteur(e) fictif/fictive
			BARTŮŠEK Nikola (PfE)
			TEODORESCU Georgiana (ECR)
			VAN DEN BERG Brigitte (Renew)
			SØVNDAL Villy (Greens /EFA)
			GALÁN Estrella (The Left)
	Commission pour avis		Rapporteur(e) pour avis
			Date de nomination
	REGI	Développement régional	MEBAREK Nora (S&D)
	CULT	Culture et éducation	GOMES Isilda (S&D)
	FEMM	Droits de la femme et égalité des genres	MORETTI Alessandra (S&D)
	Commission pour l'évaluation budgétaire		Rapporteur(e) pour l'évaluation budgétaire
			Date de nomination


	<div>BUDG</div> Budgets		
Conseil de l'Union européenne			
Commission européenne	DG de la Commission	Commissaire	
	Emploi, affaires sociales et inclusion	MÎNZATU Roxana	
Comité économique et social européen			
Comité européen des régions			

Événements clés			
Date	Événement	Référence	Résumé
16/07/2025	Publication de la proposition législative	COM(2025)0558 	Résumé
23/10/2025	Annonce en plénière de la saisine de la commission, 1ère lecture		

Informations techniques	
Référence de la procédure	2025/0239(COD)
Type de procédure	COD - Procédure législative ordinaire (ex-procedure codécision)
Sous-type de procédure	Note thématique
Instrument législatif	Règlement
Base juridique	Règlement du Parlement EP 58 Traité sur le fonctionnement de l'UE TFEU 164 Traité sur le fonctionnement de l'UE TFEU 175-p3
Consultation obligatoire d'autres institutions	Comité économique et social européen Comité européen des régions
État de la procédure	En attente de la décision de la commission parlementaire
Dossier de la commission	EMPL/10/03686

Portail de documentation

Commission Européenne

Type de document	Référence	Date	Résumé
Document de base législatif	COM(2025)0558 <div></div>	16/07/2025	Résumé

Parlements nationaux

	Parlement			
--	-----------	--	--	--

Type de document	/Chambre	Référence	Date	Résumé
Contribution	ES_PARLIAMENT	COM(2025)0558	28/10/2025	
Contribution	RO_SENATE	COM(2025)0558	28/10/2025	
Contribution	CZ_SENATE	COM(2025)0558	12/12/2025	
Contribution	DE_BUNDES RAT	COM(2025)0558	15/12/2025	

Informations complémentaires		
Source	Document	Date
Service de recherche du PE	Briefing	16/12/2025
Commission européenne	EUR-Lex	

Réunions avec des représentant(e)s d'intérêts, publiées conformément au règlement intérieur

Rapporteur(e)s, rapporteur(e)s fictifs/fictives et président(e)s des commissions

Transparence				
Nom	Rôle	Commission	Date	Représentant(e)s d'intérêts
CASA David	Rapporteur(e)	EMPL	02/02/2026	Special Olympics Europe Eurasia

Fonds social européen 2028–2034

2025/0239(COD) - 16/07/2025 - Document de base législatif

OBJECTIF : instituer le Fonds social européen dans le cadre du plan de partenariat national et régional défini dans le règlement établissant le Fonds de partenariat national et régional (PNR) établissant les conditions de mise en œuvre du soutien de l'Union en faveur de l'emploi de qualité, des compétences et de l'inclusion sociale pour la période 2028-2034.

ACTE PROPOSÉ : Règlement du Parlement européen et du Conseil.

RÔLE DU PARLEMENT EUROPÉEN : le Parlement européen statue conformément à la procédure législative ordinaire et sur un pied d'égalité avec le Conseil.

CONTEXTE : le 16 juillet 2025, la Commission a adopté une proposition relative au prochain cadre financier pluriannuel (CFP) pour la période 2028-2034. La présente proposition concerne notamment le Fonds social européen (FSE).

Malgré les progrès accomplis, la lutte contre le chômage, les déficits de compétences, les pénuries de main-d'œuvre et la persistance de taux de pauvreté élevés restent une priorité dans l'ensemble de l'UE. Il est de plus en plus nécessaire de prendre des mesures ciblées pour relever ces défis.

Le FSE soutient des politiques et des priorités visant à contribuer à la création du plein emploi, à l'amélioration de la qualité et de la productivité au travail, à l'accroissement de la mobilité géographique et professionnelle des travailleurs au sein de l'Union, à l'amélioration des systèmes d'éducation et de formation et à la promotion de l'équité intergénérationnelle, de l'inclusion sociale et de la santé. Le FSE, dans le cadre de la politique de cohésion, sera mis en œuvre en tant qu'élément des plans de partenariat nationaux et régionaux et de leur corpus réglementaire unique.

CONTENU : le règlement proposé établit des conditions spécifiques pour la mise en œuvre du Fonds social européen pour la période de programmation 2028-2034 dans le cadre de l'aide de l'Union, conformément aux objectifs généraux fixés au règlement établissant le Fonds de partenariat national et régional (PNR). Son objectif est le renforcement de l'efficacité des marchés du travail et la promotion de l'accès à un emploi de qualité, l'amélioration de l'accès à l'éducation et à la formation, la promotion de l'inclusion sociale et de la santé et la réduction de la pauvreté.

Le FSE devrait :

- contribuer à la progression dans **l'éducation et la formation** ainsi qu'à la transition vers le monde du travail, soutenir l'apprentissage tout au long de la vie, y compris l'apprentissage formel, non formel et informel, et contribuer à la compétitivité et à l'innovation sociétale et économique;
- faciliter **l'accès aux services**, y compris le renforcement de la modernisation, de la numérisation et de la résilience des services de soins de santé et de soins de longue durée;
- aider les États membres à mettre en œuvre des mesures visant à éliminer toutes les formes de **discrimination** et à garantir l'égalité des chances pour tous en particulier pour les groupes sous-représentés sur le marché du travail;
- veiller à ce que tout le monde, y compris les enfants conformément à la garantie européenne pour l'enfance, ait accès à des **services essentiels de qualité**;
- contribuer à la modernisation des **systèmes de protection sociale**, en vue notamment d'en promouvoir l'accessibilité;
- soutenir les **enfants pauvres** pour traiter les mesures au titre de la garantie pour l'enfance;
- contribuer à la **réduction de la pauvreté** en soutenant des programmes nationaux visant à atténuer les privations alimentaires et matérielles et à promouvoir l'intégration sociale des personnes menacées de pauvreté ou d'exclusion sociale et des plus démunis;
- allouer des ressources pour soutenir **l'employabilité des jeunes**, en particulier les jeunes qui ne sont ni en emploi, ni en études, ni en formation et promouvoir l'emploi des jeunes, y compris par la mise en œuvre de la garantie pour la jeunesse.

Les États membres devraient également être encouragés à utiliser le FSE pour soutenir des actions ciblées visant à promouvoir des principes horizontaux tels que la promotion de **l'égalité entre les hommes et les femmes** et à garantir l'accessibilité des services pour les **personnes handicapées**, ainsi qu'à permettre aux personnes handicapées d'y participer activement.